QUELQUES JOURS APRÈS AVOIR TIRÉ SUR OUYAHIA ET L'OPPOSITION

Saâdani joue l'apaisement

Changement de ton et de tactique chez le secrétaire général du FLN qui prône, désormais, l'apaisement aussi bien avec son homologue du RND qu'avec l'opposition, un duo qu'il n'a jamais cessé de torpiller à chacune de ses sorties.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Abdelaziz Bouteflika est le président de tous les Algériens. Nous applaudissons la lettre de félicitations qu'il a envoyée au secrétaire général du RND, un parti légal», s'est en effet, limité à affirmer, hier samedi, Ammar Saâdani qui présidait une réunion avec les mouhafedh du vieux front au siège national du parti à Hydra. Un «commentaire» court et peu convaincant qui témoigne on ne peut plus clairement de la gêne que le message trop élogieux du président à son directeur de cabinet a provoqué chez Saâdani qui se ressassera, néanmoins, son «soutien plein et entier à Bouteflika». Un soutien, précisera-t-il, «partisan» comme pour rappeler que le président est aussi président d'honneur du front, et dont la légitimité est «indiscutable» et dont le programme est «le seul qui a satisfait aux préoccupations des Algériens et a sauvé le pays».

Et à Saâdani de réitérer que «le poste de président est occupé jusqu'en 2019», un président qui a ramené du bien et a eu la «bénédiction de Dieu et des Saints», comme pour «avertir» une fois de plus, «ces gens qui ont infiltré, selon lui, l'opposition rien que pour les élections et les postes».

Une opposition qui, pour une fois, en plus de ne pas subir les attaques acerbes du patron du FLN, reçoit, au contraire, les éloges de ce dernier. «L'opposition, il en faut. Aucun pays ne peut se développer sans opposition nationaliste et qui présente des alternatives économiques et sociales,…», dira-t-il, non sans exprimer la disponibilité du FLN à travailler avec tous les partis qui sont «nos frères er nos amis. Nous encourageons l'opposition et nous avons tout fait pour lui arracher davantage d'acquis dans le sillage de la nouvelle Constitution».

Se plaçant résolument dans la perspective des élections législatives et locales prévues l'année prochaine, le secrétaire général du FLN lancera un autre avertissement. «L'ère des salons et des dîners est révolue», dira-t-il, à l'adresse de ceux qui, par le passé, devaient leurs candidatures à la chkara, aux contacts et aux connaissances. «Que celui qui veut candidater aille au contact des militants de base dans les kasmas, des moudjahidine», dira-t-il encore, ajoutant que le FLN est le seul parti présent partout dans le moindre recoin du vaste pays. «Où tu vas, il y a des gens du FLN, de Tamanrasset à Maghnia. Une présence qui fait que personne ne peut douter de la légitimité du front que le peuple lui a toujours donnée et qu'il lui donnera encore. Nous avons confiance et l'histoire retiendra que le FLN tiendra sa majorité du peuple et pas de la trituration des résultats. Et aucune partie ne peut frauder ni voler les voix du peuple», affirmera Saâdani.

Photo : Samir Sid

Ammar Saâdani fait volte-face.

M. K.

LOUISA HANOUNE À PARTIR DE SÉTIF :

«Personne ne sait d'où viendra l'étincelle»

Lors d'un meeting animé ce samedi dans la salle des expositions de Sétif, en présence des militants et cadres de son parti, la patronne du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, a saisi l'occasion pour commémorer le 71e anniversaire des évènements tragiques du 8 Mai 1945.

«Comment peut-on fêter une aussi symbolique date, synonyme de sacrifice, de fidélité au pays et de lutte contre l'occupant, alors que l'Algérie actuelle voit l'émergence d'une catégorie de nouveaux riches ayant bâti leurs fortunes avec l'argent du peuple et qui se comportent comme des colons contemporains», a-t-elle déclaré, dénonçant également le nouveau code du travail qui tolère le travail des enfants de moins de 16 ans et accorde des augmentations dérisoires aux retraités, en plus d'être un outil brandi contre le droit et les libertés syndicales qui selon elle est un véritable danger pour le pays. «Comment fêter le 8 Mai 45 alors que tous les modes de recrutement dans la Fonction publique sont fermés et que tous les projets économiques ont été gelés par une simple instruction», a-t-elle ajouté.

Abordant le volet économique et la crise que traverse le pays, Louisa Hanoune fustige le pouvoir qui a prôné l'augmentation des impôts et le prix des produits de première nécessité pour le citoyen lambda, alors que les nouveaux riches de l'oligarchie profitent de l'amnistie fiscale. «Selon les chiffres avancés par les services concernés, le déficit de l'Algérie entre 2005 et 2015 s'élève à 11 milliards d'euros et pourrait atteindre les 19 milliards d'euros dans vingt ans. Ce déficit est en grande partie issu des opérations de surfacturation dans les opérations d'importation (20 milliards de dollars durant la seule année 2015), le non-recouvrement d'impôts (90 milliards de dollars), l'accord d'association avec l'Union européenne (8 milliards de dollars), la circulation de l'argent dans le circuit informel (1 300 millions de dinars, soit 13 milliards de dollars, la grande zone arabe de libre échange-Gzale (700 millions de dollars), les 5 milliards de dollars empruntés au FMI et enfin l'exonération tous azimuts du patronat en impôts divers IBS, TAP (90 milliards de dinars dans la loi de finances 2016).

Ces chiffres effrayants pousseraient un gouvernement soucieux des intérêts de la majorité du peuple à une seule conclusion, rompre avec les politiques qui ont causé un tel massacre en reprenant le monopole sur le commerce extérieur, en récupérant notre dû au FMI, en dénonçant l'accord d'association avec l'Union européenne, en sortant notre pays de la Gzale et en se donnant les moyens pour recouvrer toute la fiscalité et s'attaquer sérieusement aux barons de l'informel. De telles mesures permettraient de financer les grands projets, d'effectuer les investissements nécessaires à une véritable relance économique, protègeraient l'économie nationale et contribueraient à créer des postes d'emplois», dira-t-elle.

Photo : NewPress

Louisa Hanoune, SG du PT.

Et Louisa Hanoune d'enchaîner en fustigeant l'opération de l'emprunt obligataire lancée par le gouvernement qui selon elle favoriserait le blanchiment d'argent. «D'où proviennent les fonds ? Puisque l'anonymat est assuré pour ceux qui achèteront les bons obligataires. Ne s'agit-il pas d'une amnistie fiscale rémunérée ? Le taux d'intérêt dont bénéficient l'emprunteur varie entre 5 et 5,75% selon la durée de l'emprunt, avec des possibilités d'acheter des obligations anonymement. N'est-ce pas un encouragement du circuit informel ?, s'est interrogée la patronne du PT.

La secrétaire générale du Parti des travailleurs s'en est prise par la suite au retour de l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, qui continue de sillonner le pays en se rendant dans les zaouïas. Selon elle, ceux qui actionnent Chakib Khelil, de l'intérieur comme de l'extérieur du pays veulent le blanchir des soupçons de corruption qui pèsent sur lui dans les scandales de Sonatrach. Elle a rappelé également que les zaouïas sont un lieu de culte et non un endroit pour exercer des activités politiques. «Nous ne devons jamais oublier que l'utilisation de la religion à des fins politiques a coûté au pays une décennie de terrorisme, d'où l'urgence de mettre fin à cette politique hautement dangereuse pour notre pays. Nous ne pouvons oublier le rôle qu'avait joué Chakib Khelil dans la dénationalisation des mines en 2001 et des hydrocarbures en 2005. Actuellement, cet énergumène se comporte comme un oracle en faisant des pronostics précis sur l'évolution du prix du pétrole comme s'il était partie intégrante de l'administration américaine. On se demande d'ailleurs pourquoi la justice algérienne n'a pas réagi aux propos de Chakib Khelil qui avait affirmé, dans un passage télévisé, avoir dissimulé des avoirs pour échapper au fisc, ça ne serait pas un délit d'évasion fiscale ?», a-t-elle encore martelé.

Avant de conclure, Louisa Hanoune a exhorté ses partisans de soutenir la presse nationale et notamment le journal *El Khabar,* victime d'un complot pour le faire disparaître de la scène médiatique. «Le Parti des travailleurs est opposé à la politique des deux poids deux mesures exercée par le régime en place qui ne cesse de resserrer l'étau autour de certains titres pour les faire disparaître, entre autres, *El Khabar* qui représente une icône dans le domaine de l'information en Algérie. Je ne suis pas en train de défendre un homme d'affaires qui a acheté les actions d'un journal, mais je défends la liberté de la presse et la liberté d'expression. Nous sommes tous *El Khabar* et nous dénonçons avec fermeté le deux poids deux mesures dans cette affaire. Si le ministre de la Communication est vraiment sincère en affirmant n'appliquer que la loi, alors qu'il l'applique à tout le monde et pas uniquement à *El Khabar*», dira t-elle.

«Levez vos mains du journal *El Khabar* et faites très attention à la colère populaire. Personne ne sait d'où proviendra l'étincelle qui fera exploser le peuple», a conclu Louisa Hanoune.

Imed Sellami

ALI FAWZI REBAÏNE :

«Le Président doit s'adresser à son peuple»

C'est un autre constat critique que le président du parti AHD 54 a dressé, hier, lors d'une conférence de presse tenue au siège de son parti.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Fidèle à ses principes et à ses prises de positions sur les sujets d'actualités, M. Fawzi Rebaïne a, durant une quarantaine de minutes, passé en revue la situation que traverse le pays. En somme, l'ex-candidat à la présidentielle d'avril 2014 a évoqué notamment les questions qui ont dominé l'actualité de la semaine dernière, à sa tête l'affaire du journal *El Khabar*.

A ce propos, il a lancé un appel pour une large solidarité avec le journal *El Khabar* dans le bras de fer qui l'oppose au département de la communication. A l'adresse du premier responsable de ce ministère, le conférencier n'y est pas allé par trente-six chemins pour fustiger sa décision d'ester *El Khabar* en justice et faire échouer la transaction commerciale de son rachat. «Le problème n'est pas celui d'*El Khabar* tout seul, mais de l'ensemble de la corporation et du problème de la liberté d'expression qui est menacée dans notre pays».

Sur le plan politique, le président du parti AHD 54 est revenu sur le dernier déplacement du président de la République à l'étranger pour des soins. A ce propos, il s'est interrogé sur «qui gouverne réellement le pays». «Le président de la République doit s'exprimer et s'adresser à son peuple. Si réellement le président de la République est rétabli, il doit s'adresser aux citoyens», a-t-il ajouté.

Photo : Samir Sid

Fawzi Rebaïne, président de AHD 54.

Poussant plus loin son argumentaire sur la question, il conclut en déclarant que si «le président de la République est malade, cela veut dire que son dossier médical versé dans son dossier de candidature à la présidentielle d'avril 2014 a été falsifié, d'où notre appel à des présidentielles anticipées».

Enfin, il fera savoir que la décision de gouvernance est prise par une minorité de personnes, «dont le frère du président, le Premier ministre et le vice-ministre de la Défense et chef d'état-major».

A. B.